

Note du Réseau Action Climat Canada : CCNUCC COP25



Note du Réseau Action Climat Canada : 25e Conférence des Parties (COP25) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (Madrid, Espagne / du 2 au 14 décembre 2019)

Le 13 novembre 2019

Contexte

Jour après jour, des citoyennes et citoyens de partout dans le monde scandent "ça suffit !". Nous en avons assez du leadership politique sans ambition qui n'apporte pas de réponses claires à l'actuelle crise climatique et qui continue d'alimenter les racines des inégalités sociales et des injustices climatiques. Nous en avons assez des systèmes économiques et politiques qui placent le profit avant les gens et les intérêts des riches pollueurs avant ceux des jeunes, des travailleuses et des travailleurs, des communautés vulnérables et des peuples autochtones.

La science continue de nous alerter sur le fait que sans action climatique transformationnelle, en particulier de la part des principaux pays émetteurs, il sera impossible de limiter le réchauffement climatique global à 1,5°C. Par conséquent, il est essentiel que des pays comme le Canada expriment leur volonté d'adopter des politiques ambitieuses afin de placer notre économie sur une trajectoire qui nous mènera vers la neutralité carbone avant 2050.

Ici, au Canada, l'environnement est l'une des principales préoccupations des citoyennes et des citoyens. Plus de 60 % des électrices et des électeurs ont récemment voté pour des partis politiques qui ont fait du climat l'un des piliers de leurs plateformes électorales. Suite aux résultats des élections de 2019, la COP25 offre au Canada une nouvelle occasion d'affirmer au monde qu'il a entendu l'appel de la science et de son électorat, et qu'il annoncera avant l'échéance de la COP26 une révision de sa contribution nationale déterminée au niveau national (CDN) sous l'Accord de Paris pour qu'elle soit plus ambitieuse.

Nos priorités pour le Canada à la COP25:

1. La construction d'une trajectoire zéro émissions nettes pour le Canada

Le gouvernement libéral réélu s'est engagé à réviser ses objectifs de réduction pour 2030 et s'est engagé à atteindre le zéro émissions nettes en 2050. **Le Canada doit utiliser la COP25 pour annoncer son intention d'aligner son objectif climatique pour 2030 sur les dernières données scientifiques du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).** Le Canada doit aussi s'engager à implanter un plan climatique plus ambitieux à temps pour la COP26. Il doit contribuer de façon juste au financement climatique international et doit soumettre une stratégie à long terme de développement à faibles émissions de gaz à effet de serre plus ambitieuse. Le Canada devrait envisager la COP25 et la COP26 comme deux moments clés avec pour seul objectif d'augmenter radicalement l'ambition climatique en réponse aux demandes de la population et des scientifiques.

Climate Action Network Canada – Réseau action climat Canada

241-211 Bronson Avenue | Ottawa, ON | K1R 6H5 | Canada
Tel & Fax: +1 (855) CLIM-NET (254-6638) | info@climateactionnetwork.ca
www.climateactionnetwork.ca | [@CANRACCANADA](https://twitter.com/CANRACCANADA)

CAN-Rac Canada calcule que pour que le Canada fasse sa juste part à l'effort mondial afin de limiter le réchauffement moyen à 1,5°C, on devrait réduire les émissions nationales d'un minimum de 60 % sous les niveaux de 2005 d'ici 2030. En raison de la responsabilité historique et disproportionnée du Canada dans la crise climatique, nous devons, en plus de nos réductions d'émissions nationales, aider les pays en développement à réduire leurs émissions et à aligner leurs économies sur les objectifs à long terme de l'Accord de Paris. Les pays développés se sont engagés à mobiliser 100 milliards de dollars US annuellement dès 2020. CAN-Rac a calculé que la part juste du Canada est d'au minimum 4 milliards de dollars US par an.

Le Canada doit annoncer lors de la COP25 qu'il entend mettre en œuvre un processus d'évaluation et d'amélioration de ses politiques climatiques à l'échelle domestique pour s'assurer que ses politiques climatiques soient à la fois robustes et inclusives. Le Canada doit également annoncer son intention de mettre en œuvre un mécanisme de reddition des comptes pour soutenir la mise en œuvre robuste et transparente de sa CDN. La CDN du Canada doit inclure des mesures pour assurer une transition juste afin de protéger les travailleurs et travailleuses, les Peuples Autochtones et les communautés qui sont affectées par la crise climatique et ses effets économiques et sociaux.

La réduction à long terme des émissions de gaz à effet de serre (GES) nécessite que les pays du G20 fassent preuve de conviction politique et éliminent les subventions aux combustibles fossiles, mettent en œuvre des politiques climatiques plus ambitieuses avec notamment l'établissement d'un prix du carbone, et s'assurent que les flux financiers soient alignés avec les trajectoires compatibles avec la limitation de la température globale à 1,5°C et enfin adoptent des plans de transition juste pour protéger les travailleurs, les travailleuses et les communautés.

2. Prendre en compte les besoins des gens plus affectés par la crise climatique

La Commission mondiale sur l'adaptation a souligné que sans plans et politiques d'adaptation, les changements climatiques pourraient avoir un impact considérable sur le développement des productions agricoles mondiales, à la hauteur de 30 % en 2050. Les coûts de ces impacts environnementaux sont estimés à plus d'un milliard de milliards de dollars par an en 2050.

De plus en plus de pays et de communautés dans le monde subissent quotidiennement les effets dévastateurs de la crise climatique. L'augmentation rapide de ces impacts et le manque de préparation et de ressources exposent des communautés vulnérables partout dans le monde aux pertes et préjudices associés aux effets dévastateurs de la crise climatique.

Le Canada doit contribuer à faire en sorte qu'à la COP25, les communautés les plus vulnérables soient rassurées qu'elles disposeront des ressources nécessaires pour s'adapter aux changements climatiques et pour gérer les pertes et préjudices causés par ces derniers. CAN-Rac s'attend à ce que le Canada participe de façon significative à l'évènement organisé par le comité sur l'adaptation au sujet de l'intégration des savoirs locaux et autochtones dans les mesures d'adaptation. Il aura lieu le 4 décembre 2019.

À Madrid le Canada devra participer de façon constructive à l'examen du Mécanisme International de Varsovie (WIM) afin de rendre pleinement opérationnel cet outil important. L'examen doit permettre de déterminer si le WIM peut répondre aux défis liés aux pertes et préjudices que subissent actuellement les pays les plus vulnérables, s'il est en mesure de répondre aux besoins futurs dans ce domaine, en cohérence avec les projections scientifiques sur les impacts, y compris les déplacements de population, et de quelle manière-t-il génèrera et transférera des fonds pour répondre à ces besoins.

Nous encourageons le Canada à plaider pour que les pertes et préjudices figurent en permanence à l'ordre du jour des négociations. Nous exhortons le Canada à demander à la Convention de réaliser un rapport sur les écarts de pertes et préjudices, similaire au rapport sur les écarts d'adaptation et d'émissions. Ce rapport analyserait les besoins des pays en développement afin de minimiser les pertes et préjudices associés aux impacts climatiques.

Nous demandons au Canada d'appuyer la création d'un canal supplémentaire de financement international correspondant aux besoins en matière de pertes et préjudices.

3. La garantie d'une coopération et d'une communication transparentes visant l'ambition climatique et la protection des plus vulnérables

À un an de l'échéance 2020, les pays doivent faire état de leur volonté de rendre opérationnels tous les éléments du programme de travail de l'Accord de Paris. Ce dernier exige que les pays soient capables de coopérer dans un climat de confiance mutuelle afin d'augmenter progressivement l'ambition de leurs politiques.

3.1 Approches coopératives et règles de l'article 6 : CAN-Rac s'inquiète du fait qu'un résultat décevant en lien à l'article 6 mette en péril la capacité des pays à accroître progressivement leurs ambitions climatiques nationales. Un outil coopératif basé sur des règles défaillantes expose les communautés à des risques d'abus en matière de droits de la personne et encourage le transfert de "l'air chaud" – des réductions d'émissions sans aucun effort concret à l'échelle domestique - entre les pays. Les pays doivent tenir en considération les leçons du passé concernant les effets néfastes des mécanismes de marché du carbone découlant du protocole de Kyoto.

Lors de la COP25, le Canada doit être clair. Les règles associées aux mécanismes de coopération ne peuvent servir seulement à trouver des réductions d'émissions à moindre coût. Les règles de l'article 6 doivent être conçues pour obtenir des résultats en lien avec ce qui a été déclaré dans l'article 6 : fournir un autre mécanisme à même d'accroître les ambitions de l'action climatique des parties. Il s'agit donc de garantir une intégrité environnementale à toute épreuve pour les mécanismes de coopération de l'Accord de Paris. Avant d'annoncer que le Canada souhaite acquérir des « résultats d'atténuation transférés au niveau international » (ITMO), le Canada doit s'engager à expliquer de quelle manière il entend contribuer équitablement à l'effort mondial pour limiter le réchauffement global à 1,5°C.

Le Canada doit plaider en faveur d'ajustements correspondants des articles 6.2 et 6.4 afin de garantir des règles transparentes de reddition de comptes pour les crédits de l'article 6. Le Canada doit s'opposer à la capitalisation des ITMO générés en vertu de l'article 6.2 et doit plaider pour une réflexion

sur la limitation du nombre total d'unités pouvant être émises chaque année en vertu de l'article 6, sur la durée de validité des unités générées dans le cadre du Mécanisme de développement durable (SDM) et sur une capitalisation limitée des unités du SDM.

Le Canada doit aussi évaluer comment les systèmes de plafonnement et d'échange de droits d'émissions (ÉTS) au sein du pays comme celui entre le Québec et la Californie, seront impactés par les règles de l'article 6 de l'Accord de Paris afin de garantir une cohérence entre les règles de comptabilité pour les participants à ce système et les règles de comptabilité des résultats en matière d'atténuation en vertu de l'article 6.

Le Canada doit dire clairement qu'il n'utilisera pas les résultats d'atténuation transférés au niveau international pour exporter des produits à faible teneur en carbone afin de revendiquer des réductions d'émissions qui se produisent dans les pays où ces transactions se déroulent. Il s'agit d'une mauvaise interprétation des règles de l'article 6 qui va également à l'encontre de la juste contribution du Canada à l'action globale visant à limiter le réchauffement global à 1,5°C.

Les projets antérieurs à 2020 du mécanisme de développement propre (CDM) ne doivent pas être transférés vers le nouveau mécanisme de développement durable en vertu de l'article 6.4.

Toutes les activités relevant de l'article 6 doivent viser à une atténuation globale des émissions mondiales (OMGE) et doivent inclure une annulation partielle automatique pour garantir que tous les projets contribuent à l'atténuation des émissions à l'échelle globale. L'utilisation d'OMGE pour les articles 6.2 et 6.4 peut potentiellement rendre les crédits internationaux plus acceptables, car ces crédits, une fois annulés, bénéficieraient directement au climat et contribueraient à réduire les émissions au niveau mondial.

Les dispositions de l'article 6 relatives aux droits de la personne doivent être plus contraignantes que celles qui avaient été ajoutées dans le CDM. Il est essentiel d'inclure aux articles 6.2 et 6.4 de solides garde-fous en matière de protection des droits de la personne. En ce qui concerne l'article 6.4, le Canada doit plaider pour l'inclusion d'une exigence d'évaluation de tout risque potentiel avant l'approbation d'un projet susceptible de produire des résultats en matière d'atténuation et d'une exigence de participation réelle du public, ainsi qu'un système indépendant capable de traiter des voies de recours en cas de violation des droits, en incluant des dispositions visant à éviter, minimiser et atténuer les risques au cours des processus de mise en œuvre, en exigeant que les personnes les plus vulnérables soient protégées et en affirmant clairement que les projets qui ne respectent pas la Déclaration des Nations Unies sur les droits des Peuples Autochtones (DNUDPA) ne doivent pas recevoir d'approbation.

3.2Calendriers communs: Lors de la COP25, le Canada doit se joindre aux pays qui sont en faveur d'un calendrier unique commun de 5 ans pour les CDN à partir de 2031. L'alignement du rythme de mise en œuvre sur le cycle d'ambitions sur 5 ans permettrait d'envoyer d'importants signaux pour accroître l'ambition et accélérer le rythme de l'action climatique.

4. Adapter l'action climatique aux besoins des populations:

4.1 La transition juste et la gestion du déclin de la production des combustibles fossiles : Le Canada a fait du progrès aux niveaux fédéral et provincial en matière de transition juste, notamment dans un contexte de sortie accélérée du charbon pour la production électrique. Nous devons nous appuyer sur les conclusions émises par le Groupe de travail: Transition équitable pour les collectivités et les travailleurs des centrales de charbon Canadiennes et développer une loi holistique sur la transition juste. Nous devons mettre en place des politiques proactives de protection des travailleurs et des communautés dans un contexte de perturbations liées aux changements climatiques, et de modification du monde du travail liées notamment à l'automatisation. Cela doit être associé à une planification économique qui rende prioritaire une sortie progressive de la production de combustibles fossiles. **CAN-Rac exhorte le Canada à institutionnaliser ses engagements pour une juste transition et pour une économie propre au sein de sa CDN révisée.**

Le Canada doit participer de façon constructive à toutes les négociations et discussions liées à la diversification économique et la transition juste. À Madrid, le Canada doit être un leader en matière de transition juste lors des négociations du **forum sur les impacts des mesures de riposte mises en œuvre**, qui constitue un espace pour les pays et les acteurs non étatiques afin de proposer des solutions pour favoriser une diversification économique et une transition juste alors que les nations sortent de la dépendance aux combustibles fossiles. Pour que les discussions au sein du forum soient constructives, les pays doivent adopter à la COP25 les règles de procédure qui permettront aux membres du forum de travailler. Cela permettra également au nouveau Comité des experts de Katowice sur les impacts des mesures de riposte (KCI) de commencer officiellement son travail le plus tôt possible.

Enfin, nous souhaitons que le Canada participe de façon constructive à la rencontre organisée par le ministre de l'Énergie du Chili à la COP25. Cette rencontre a le potentiel d'informer la Convention sur les pratiques exemplaires en matière de transition juste et de diversification économique dans le secteur de l'énergie.

4.2 Finance climatique : Les pays développés, qui sont aussi les plus grands émetteurs, n'ont pas encore démontré comment ils entendent faire du progrès pour s'assurer que les flux financiers mondiaux soient compatibles avec une évolution vers un développement faible en carbone comme indiqué dans l'Accord de Paris. La présidence chilienne de la COP25 a proposé l'organisation d'un événement dirigé par le ministre des Finances du Chili pour débattre de ces questions. Nous demandons au Canada de participer de façon constructive aux rencontres de la Coalition des ministres des Finances pour l'action climatique et de présenter de façon transparente les résultats de ces dialogues aux Canadiens et aux Canadiennes. Il est essentiel que le Canada et les autres pays participent à un processus transparent pour garantir que les changements climatiques soient correctement pris en compte au sein des politiques macroéconomiques, de planification fiscale, des politiques commerciales, de préparation des budgets, de gestion des finances publics et des pratiques d'approvisionnement.

Le Canada doit utiliser la rencontre ministérielle sur l'action renforcée avant 2020 pour annoncer qu'il reverra à la hausse sa très faible contribution au premier réapprovisionnement du Fonds Vert pour le Climat. La COP25 constitue une occasion idéale pour le Canada de présenter des plans concrets sur la manière dont il va mener à terme sa contribution de 2,65 milliards à la finance climatique à laquelle il s'est déjà engagé pour 2020, et d'expliquer comment il va augmenter son financement climatique pour et après 2020 de manière à contribuer de façon juste à l'effort mondial.

CAN-Rac et la Coalition canadienne pour le climat et le développement (C4D) ont calculé que la juste part du Canada correspond à 3,8 % de l'objectif de 100 milliards de dollars US, soit 4 milliards de CAD annuels au total pour la finance climatique. L'engagement actuel du Canada à hauteur de 800 millions de CAD annuels pour la finance climatique pour 2020-2021 correspond à moins de la moitié de sa juste contribution. Si l'on considère uniquement les obligations bilatérales, le Canada devrait octroyer 6,76 milliards de dollars en finance climatique, ce qui correspondrait à sa juste part pour la période de cinq ans entre 2021/22 et 2025/26. Ci-dessous, nous proposons une trajectoire pour atteindre la juste part du Canada, uniquement pour ses engagements bilatéraux d'ici 2025 :

Tableau 1 : Une trajectoire pour atteindre la juste part du Canada d'ici 2025

Pourcentage d'augmentation (en millions de dollars canadiens)

2020/21	2021/22	2022/23	2023/24	2024/25	2025/26	Total sur 5 ans
\$800 (scenario sans modification)	\$800	\$800	\$800	\$800	\$800	\$4,000
\$800 (scénario de la juste part)	\$945	\$1,115	\$1,315	\$1,550	\$1,830	\$6,755
Augmentation pour atteindre la juste part (%)	18%	18%	18%	18%	18%	

Le Canada doit reconnaître et encourager le leadership de juridictions infranationales, comme la province du Québec. Le Québec s'est engagé à contribuer 3 millions de CAD au Fonds pour l'adaptation en 2019 et a également remporté le Prix de l'action climatique mondiale de l'ONU en 2019. Lors de la COP25, le Canada doit soutenir la viabilité financière à long terme du Fonds pour l'adaptation. Une façon d'y parvenir serait que le Canada se rapproche davantage du Conseil du Fonds pour l'adaptation et qu'il soutienne la création d'un processus de renflouement pour le Fonds pour que les pays puissent contribuer financièrement de façon systématique.

4.3 La Plateforme des communautés locales et des Peuples Autochtones : Le gouvernement du Canada a joué un rôle de leadership très important dans l'opérationnalisation en cours de la Plateforme des communautés locales et des Peuples Autochtones (la Plateforme), notamment par la création du groupe de travail (FWG) – le premier corps constitué ayant une parité entre les représentants des Peuples Autochtones et ceux des États. Le FWG a préparé son plan de travail sur deux ans en se concentrant sur les trois fonctions de la Plateforme : la capacité de participation; la participation aux

connaissances; et les politiques et actions climatiques. Nous encourageons fortement tous les États à préserver la collaboration entre les Peuples Autochtones et les pays dans le plan de travail et à les exhorter à adopter rapidement le texte de la décision. Une fois que cela sera fait, nous appelons le Canada à maintenir son leadership et à s'engager à organiser le premier rassemblement régional de la Plateforme en Amérique du Nord.



4.4 Le Plan d'action pour la parité hommes-femmes :

Nous nous réjouissons que le Canada continue à jouer un rôle de leadership dans les travaux liés au Plan d'action pour la parité hommes-femmes.

4.5 Engagements en matière de climat et de santé humaine : Le gouvernement canadien a reconnu l'importance d'inclure les effets des changements climatiques sur la santé à sa politique et à ses communications au sein de l'ONU, notamment dans ses approches de sortie du charbon et de tarification du carbone. Il y a une occasion pour le gouvernement canadien d'assumer un leadership international en incluant des considérations de santé dans sa CDN. Ce faisant, le gouvernement devra prendre conseil auprès des institutions de santé publique, que cela soit à l'interne, par le biais de l'Agence de la santé publique du Canada, ou au moyen d'un processus de consultation. Cela contribuera à traduire les changements climatiques en des termes qui résonneront auprès de la population, à ce qu'une analyse économique liant soins de santé et politiques climatiques soit produite, que les initiatives d'atténuation garantissent le plus haut niveau de bénéfices en matière de santé et que les politiques en matière d'adaptation préviennent les préjudices liés au climat.

5. Soutenir la science

Lors de cette COP25, le deuxième examen périodique constitue un moment important pour se mettre d'accord sur la nécessité de réviser les objectifs de la Convention, le calendrier du deuxième examen périodique et la manière dont il coïncide avec la publication du prochain rapport du Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (AR6), ainsi que les liens juridiques avec le bilan global (GST). Le Canada doit participer de façon constructive pour s'assurer que le prochain examen ait lieu en 2020 conformément aux décisions passées de la COP. Le Canada doit également saisir cette occasion pour se concentrer sur l'objectif à long terme de limiter le réchauffement global à 1,5°C d'une manière juste et équitable.

Nous remercions le Canada pour son engagement et son soutien afin d'assurer une forte participation des organisations de la société civile à la CCNUCC.

Climate Action Network Canada – Réseau action climat Canada

241-211 Bronson Avenue | Ottawa, ON | K1R 6H5 | Canada
Tel & Fax: +1 (855) CLIM-NET (254-6638) | info@climateactionnetwork.ca
www.climateactionnetwork.ca | [@CANRACCCanada](https://twitter.com/CANRACCCanada)

CONTACTEZ:

Catherine Abreu

Directrice générale, Climate Action Network - Réseau action climat Canada

+1 902 412 8953

catherineabreu@climateactionnetwork.ca

Eddy Pérez

Analyste des politiques internationales, Climate Action Network - Réseau action climat Canada

+1 514 975 1592

eddy@climateactionnetwork.ca

Le Réseau Action Climat Canada est le principal réseau canadien d'organisations travaillant dans le domaine des changements climatiques et de l'énergie. Une coalition de plus de 100 organisations opérant d'un bout à l'autre du pays, nos membres rassemblent des groupes environnementaux, des syndicats, des Premières Nations, des organisations pour la justice sociale, le développement, la santé et la jeunesse, des groupes confessionnels et des initiatives locales.



Climate Action Network Canada – Réseau action climat Canada

241-211 Bronson Avenue | Ottawa, ON | K1R 6H5 | Canada

Tel & Fax: +1 (855) CLIM-NET (254-6638) | info@climateactionnetwork.ca

www.climateactionnetwork.ca | [@CANRACCanada](https://twitter.com/CANRACCanada)